

Projet d'arrêté ouvrant droit au bénéfice de l'indemnité de départ volontaire pour certains personnels des ministères chargés de l'environnement et du logement suite à une opération de restructuration

Rapport de présentation

La révision générale des politiques publiques mise en œuvre en 2008 a constitué une démarche de réforme de l'administration de l'Etat ayant entraîné un important mouvement de réorganisation de services.

Afin d'accompagner ce changement, les décrets du 17 avril 2008 prévoient une boîte à outils indemnitaire instituant la prime de restructuration de service (PRS), l'indemnité de départ volontaire (IDV), ainsi que l'indemnité temporaire de mobilité (ITM). Ces outils visent à favoriser la mobilité des agents.

Dans ce contexte, et conformément aux dispositions du décret n°2008-366, un arrêté ministériel fixe la liste des opérations de réorganisation ouvrant droit au bénéfice de la PRS, complétée par une allocation d'aide à la mobilité du conjoint. En application des dispositions du décret n°2008-368, un arrêté ministériel du 4 novembre 2008 fixe le montant de l'IDV au sein des ministères chargés de l'environnement et du logement. Un arrêté ministériel pris à la même date liste les réorganisations des services concernés. Les agents en poste en DDI sont régis quant à eux par les dispositions de l'arrêté du 19 octobre 2011 relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit au sein des DDI au bénéfice de la PRS et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint.

Dans le cadre de la mise en place de l'IDV, certains agents quittant régulièrement l'administration peuvent percevoir cette indemnité s'ils remplissent les conditions requises variant selon le motif à l'origine du départ, soit :

- pour mener un projet personnel ;
- en vue de créer ou reprendre une entreprise ;
- dans le cadre de la restructuration du service de l'agent.

Toutefois, courant 2014, le dispositif a évolué et la disposition relative au bénéfice de l'IDV en vue de mener à bien un projet personnel a été abrogée avec pour incidence une baisse significative du nombre de demandes d'IDV, cette disposition revêtant un caractère plus souple que les deux autres conditions.

S'agissant des personnels des MEEM et MLHD, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2008 et de l'arrêté interministériel du 19 octobre 2011, ces derniers ont désormais uniquement la possibilité de démissionner dans le cadre de la création ou de la reprise d'une entreprise.

Après avis de la Direction des services administratifs et financiers des Services du Premier ministre, le présent projet d'arrêté vise à ouvrir le droit à l'IDV aux personnels des MEEM et MLHD dans le cas de la restructuration de services, que ces services soient en DDI ou au sein des deux ministères.

L'article 1 définit les personnels concernés et la période pendant laquelle le droit leur est ouvert, soit deux ans.

L'article 2 exécute les dispositions.